
Le Hameau Vert

Maine Pommier – Lagorce



Observations en réponse au procès-verbal de
synthèse en date du 12/04/2024

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
I. PREAMBULE	2
II. REPONSES AUX OBSERVATIONS DE LA COMMISSAIRE ENQUETRICE	2
III. ANNEXES	10

Date	Objet de la modification
26/04/2024	Observations en réponse au procès-verbal de synthèse

Référence : 24732

I. Préambule

Le projet « Hameau vert » situé au hameau du Maine Pommier à Lagorce doit faire l'objet d'une évaluation environnementale au titre des rubriques 39 et 44 de la nomenclature annexée à l'article R.122-2 du code de l'environnement, concernant respectivement les opérations d'aménagement et la création d'équipements sportifs.

Par ailleurs, la mise en compatibilité du PLU, nécessaire pour la réalisation du projet, est également soumise à évaluation environnementale.

Les deux procédures ont fait l'objet d'une étude d'impact commune.

Dans ce cadre, la MRAe Nouvelle Aquitaine a été consultée et a rendu son avis le 15 janvier 2024. Un mémoire de réponse lui a été transmis le 11 mars 2024.

L'enquête publique commune s'est déroulée du vendredi 8 mars 2024 au lundi 8 avril 2024. La commissaire enquêteuse nommée est Mme Françoise Bazalgette-Moirot.

Le présent document a pour objectif de répondre aux observations consignées par la commissaire enquêteuse dans le procès-verbal de synthèse en date du 12 avril 2024.

II. Réponses aux observations de la commissaire enquêteuse

1. Apporter des réponses aux questionnements de Mme Nathalie Multner

Remarques Mme Multner :

5. Met en opposition les objectifs de ce projet, qui se dit respectueux du site, de la biodiversité et d'un tourisme vert, et l'accueil de 590 personnes ;

Le projet du Hameau vert propose un tourisme vert basé sur des activités de plein air, favorisant les échanges avec la nature dans un milieu préservé. L'objectif est de réaliser un concept de « village de vacances et ferme » et de développer le tourisme vert sur le territoire aquitain.

La genèse du projet est de partir de l'existant en le rénovant pour conserver l'authenticité du hameau. La préservation de l'environnement est au cœur du projet, ce qui a nécessité de modeler au fil des études environnementales le plan de masse initial. Le projet se veut, pour la vie de ses hôtes, de la réalisation à son exploitation, être un exemple d'auto-suffisance en s'appuyant le plus possible sur les ressources que le potager, verger et l'agriculture peuvent offrir.

Il a été nécessaire d'évaluer l'effectif maximal du site pour la sécurité incendie du site et la conception de filières d'assainissement. Il ne représente pas l'objectif d'accueil du hameau vert, qui se veut être un lieu de repos et de tranquillité. La présence sur site de l'effectif public sera évolutive étant donné que certains ne resteront que la journée, le soir ou le week-end.

Remarques Mme Multner :

6. Indique que les enfants n'auront plus accès à cet espace naturel et qu'aucun centre de loisirs ne fonctionne actuellement permettant l'accueil des enfants ;

Le site du Maine Pommier accueillait seulement les enfants du centre de loisirs élémentaire et seulement pendant les vacances scolaires. Le reste du temps, les mercredis, ils étaient regroupés dans un bâtiment municipal à St Denis de Pile qui présentait des signes de vieillissement, des problématiques

sonores, et surtout qui devenait trop petit pour faire face au nombre croissant d'enfants à accueillir.

En 2020, la Cali a décidé de créer un nouveau site d'accueil au périscolaires de Guîtres (complémentaire de celui de St Denis de Pile pour les maternels et les mercredis), pour réunir les fratries par secteur et limiter les temps de déplacement.

L'évolution du confort des locaux, et donc des enfants et leurs familles

Il est décidé de créer 3 nouveaux équipements qui accueilleront les enfants de la maternelle et de l'élémentaire (Lapouyade, Guîtres, Saint Denis de Pile)

Cela permettra de :

- disposer d'une offre par secteurs plus réduits, diminuant ainsi les temps de transport pour les enfants
- réunir les fratries au même endroit,
- offrir aux enfants des équipements neufs, adaptés aux loisirs et en dehors des écoles qu'ils fréquentent déjà toute l'année.

Les raisons du positionnement des 3 centres : une harmonie entre proximité, équipements culturels et sportifs et espaces extérieurs

Le choix a été mené en concertation avec les maires, en fonction de plusieurs critères :

- l'offre de services ou d'équipements culturels et sportifs (Lapouyade avec sa médiathèque, son auditorium, son skate-park ; Guîtres et St Denis de Pile avec leurs équipements sportifs nombreux et à proximité immédiate des futurs sites, leurs médiathèques)
- **la proximité d'espaces extérieurs publics et accessibles : les chemins de randonnées dans le massif forestier à Lapouyade, les bords de rivière à Guîtres et St Denis de Pile ; le parc de Bomale ; les espaces naturels.**
- **les projets pédagogiques des centres de loisirs prévoiront encore des balades sur l'Isle, des promenades dans les bois, des sorties aux écuries et autres activités connectées à la nature. Cette année encore, les**

centres de loisirs de St Denis et Guîtres ont participé à un projet qui les a amenés dans les bois du Fieu.

- Les communes de passage pour les déplacements des familles qui vont travailler vers Libourne, Coutras ou la métropole bordelaise.

Remarques Mme Multner :

7. Indique que le projet double la surface imperméabilisée ;

Le projet est avant tout une réhabilitation du hameau et de ses équipements anciens. Le projet prévoit des aménagements minimalistes pour le fonctionnement et les circulations sur le site, et une augmentation très réduite des surfaces bâties. A fortiori, l'emprise au sol maximale des constructions prévue dans le PLU mis en compatibilité (fixée à 5%) n'engendrera pas directement l'imperméabilisation de la totalité de la surface correspondante, car le pourcentage a été défini pour laisser une certaine souplesse dans le temps au projet agro-touristique du Hameau Vert. Les nouvelles constructions seront en bois et sur pilotis métallique et béton réduisant l'impact au sol. Les yourtes sont des hébergements légers et n'affectant quasiment par le sol.

Aussi le tableau présentant les surfaces avant/après projet dans l'analyse des impacts sur le sol dans l'étude d'impact (p315), fait référence à l'emprise au sol et non l'imperméabilisation. Typiquement les places de stationnement et cheminement seront en mélange terre pierre et donc non imperméabilisés mais représente des emprises au sol importantes.

La voirie principale et les places PMR par contre seront en enrobés et donc imperméabilisés. Une importante surface d'imperméabilisation du site est due à la réalisation de la piste périmétrique. Cette piste « coupe feu » a pour vocation de protéger le site en cas d'incendie, mais aussi de faciliter l'accès pompier sur tout le secteur à plus grande échelle pour venir protéger l'ensemble des massifs boisés (indépendamment du projet touristique). Afin de diminuer son impact sur le sol, celle-ci sera recouverte d'un revêtement à liant végétal de type végécol réduisant le bilan carbone de 70%.

Remarques Mme Multner :

8. Se questionne sur la protection effective du caractère remarquable des bâtiments : conservation des murs en torchis et du four à pain, utilisation de tuile canal pour les toitures et bardage en pin, quid du caractère de la grange?

L'architecture, sans ornements, mais de très belles proportions, composées de parties en pierre calcaire taillée et de structure en bois, encadrants des murs en torchis, sont de facture remarquable. Le but principal de la réhabilitation du hameau est de lui redonner vie tout en sauvegardant ce patrimoine rare, conservé dans son ensemble. Pour se faire, une charte chantier est décrite sur la notice PC4 et les Compagnons du Devoir et du Tour de France seront sélectionnés pour la réhabilitation du hameau.

La grange ancienne est intéressante pour notre projet par sa structure en bois avec des murs partiellement à pan de bois. Le volume est beau mais son état est très dégradé. Sa valeur patrimoniale est importante et il conviendrait de le remettre en état, en recomposant et complétant les murs à pan de bois car les torchis ont disparu.

Une séparation en bois, séparant les animaux du hall central, devrait être conservée car elle raconte l'histoire du lieu et une salle de réception sera repensée à l'intérieur du bâtiment.

Remarques Mme Multner :

9. Reste dubitative quant au volet agricole en relation avec à la mise en place d'un casier automatique où les personnes pourront acheter des légumes;

L'activité agricole envisagée sur le site a d'abord vocation à répondre aux besoins alimentaires des personnes présentes sur site. Le surplus pourra être mis à disposition en vente directe ou dans des casiers automatiques.

2. Expliquer comment le territoire s'organise en matière de ALSH puisque ce service n'est plus dispensé au Maine Pommier;

La CALI n'a pas d'élément à ajouter par rapport à ce qui est repris dans le cadre de l'étude d'impact et l'analyse de l'état actuel du site et de son environnement p184-185 et rapporté ci-dessous.

Dans le cadre de sa compétence Enfance, La Cali aménage avec l'appui des communes les accueils de loisirs périscolaires (mercredi) et extrascolaires (vacances scolaires). Le territoire de La Cali comprend 20 centres de loisirs présents sur 16 des 45 communes. La Cali s'est engagée dans un PEDT (Projet éducatif territorial) permettant aux acteurs de l'éducation de coordonner leurs actions pour répondre aux besoins, aspirations et rythme des enfants.

La commune de Lagorce accueillait au sein du Maine Pommier un centre de loisir. Il fonctionnait uniquement pendant les vacances scolaires pour les enfants de plus de 6 ans. Pendant les petites vacances, le site pouvait accueillir 84 enfants au maximum, et 120 pendant les vacances estivales. Le dernier accueil au sein du Maine Pommier date des vacances de printemps 2022. Il a été décidé d'arrêter l'exploitation du site en centre de loisir par La CALI au regard de différentes faiblesses :

- Structure éloignée des concentrations urbaines et des zones de déplacements domicile-travail engendrant des trajets importants pour les enfants

- Patrimoine ancien à préserver (torchis en particulier) et des locaux dispersés, peu adaptés à la gestion d'un centre de loisirs

- Un éloignement important des équipements sportifs, culturels et de loisirs

L'accueil des enfants à l'échelle de 13 communes du secteur nord-ouest de la CALI est réparti de la façon suivante :

- Pour les enfants de 3 à 6 ans : à l'année à Saint Denis de Pile

- Pour les enfants de plus de 6 ans : accueil tous les mercredis à Saint Denis de Pile

-Pour tous les enfants : Saint Denis de Pile et Guîtres

Depuis ces points d'accueil les enfants sont transportés vers leur centre de loisirs en bus.

Suite à l'arrêt du centre de loisir en 2022, le fonctionnement sur le secteur nord-ouest reste le même mais celui-ci a été intensifié :

-Saint Denis de Pile accueille désormais les enfants pendant les vacances scolaires

-Guîtres : le lieu d'accueil est devenu un véritable centre de loisir autonome pour éviter que de trop nombreux enfants de différentes écoles se croisent. Ce site permet d'accueillir 32 enfants de maternelle et élémentaire

Cette nouvelle organisation permet de réduire les déplacements en bus, de permettre l'accès à de nouveaux équipements : bibliothèques, salles couvertes de sport, terrain multi sports, terrain de badminton, tout en conservant une proximité des espaces naturels en sortie de bourg.

Le schéma d'organisation des centres de loisirs prévoit de créer 3 nouveaux centres de loisir afin de conserver une offre d'accueil à proximité de leur domicile, d'avoir accès à des locaux adaptés, de mutualiser les services créant des économies d'échelle importante :

-Saint Denis de Pile : 140 places. Centralité la plus importante au nord-ouest de Libourne et desservant 60% du secteur

-Lapouyade : 32 places. Axe de passage au Nord de la CALI et présentant de nombreux équipements et services de loisir

-Guîtres : 50 places. Centralité secondaire offrant des services et équipements de loisir et desservant les familles du Nord de la Cali.

3. Quelles dispositions seront mises en place dans les pièces du PLU pour répondre aux demandes de la MRAe: Prise en compte de l'ensemble des zones humides recensées comprenant les zones floristiques; Encadrement des dispositions du document d'urbanisme modifié et mise en cohérence du règlement avec les caractéristiques du projet présenté dans l'étude d'impact; Définition des indicateurs de suivi;

Comme indiqué dans les réponses adressées à la MRAe, La CALI va mettre à jour les cartographies du PLU mis en comptabilité afin d'intégrer l'ensemble des zones humides recensées dans le cadre des études réalisées pour le projet du Hameau Vert. Cette intégration ne viendra pas modifier les autres pièces du dossier étant donné que le projet préserve déjà ces zones humides et qu'aucun élément de projet ne vient les impacter.

Un plan de gestion du site du Hameau vert sera effectivement élaboré, par l'écologue, avant le début des travaux. Il sera basé sur les enjeux et sensibilités mis en évidence par le diagnostic présenté dans l'étude d'impact ; Il reprendra les différentes mesures de réduction et d'accompagnement prévues, et détaillera leurs modalités de réalisation et les indicateurs de suivi correspondants.

Le plan de gestion comportera notamment deux volets qui détailleront les modalités de réalisation de l'accompagnement écologique :

- des travaux (phasage, adaptation des travaux de réhabilitation pour le Rougequeue noir et pour les chiroptères, ...)
- de la phase d'exploitation (suivi, objectifs de gestion écologique)

Ces mesures seront scrupuleusement suivies par le gestionnaire du site, et pourront servir de base à des activités de sensibilisation auprès des futurs visiteurs.

Le PLU mis en compatibilité sera complété avec des indicateurs de suivi qui permettra d'assurer le suivi de l'occupation des sols sur le site (surfaces bâties, surfaces imperméabilisées) et l'efficacité des mesures de protection du patrimoine naturel du site (nombre d'arbres protégées, surfaces des zones humides existantes, coefficient de pleine terre, etc.)

4. Fournir le tableau détaillé des interventions pour les sorties dédiées à la Cistude;

L'étude d'impact reprend p139 à 142 l'étude de la cistude sur le site. Le tableau ci-dessous reprend chaque intervention réalisée uniquement pour l'étude de la cistude.

Etude d'impact p139 à 142

Les investigations de juin à début septembre 2023

Des visites sur site ont été réalisées sur les 15 premiers jours de juin, le matin, pour rechercher la présence de la Cistude. Ces visites ont également été consacrées à la recherche de pontes, et notamment de pontes prédatées.

Les visites se sont poursuivies en juillet, août et septembre. Elles se sont surtout concentrées sur la recherche des pontes, même si une inspection des bords du plan d'eau était effectuée au préalable (en été, les individus sont très peu visibles)

Date	2 juin	8 juin	15 juin	4 juillet	11 juillet	20 juillet	25 juillet	2 août	8 août	21 août	7 sept	18 sept	28 sept
Conditions météo	Soleil 23°C	Couvert 25°C	Soleil 22°C	Couvert 22°C	Soleil 24°C	Soleil 21°C	Couvert 20°C	Couvert 21°C	Soleil 24°C	Soleil 28°C	Soleil 30°C	Soleil 22°C	Soleil 25°C

Le tableau ci-dessus présente les dates des visites de terrain de juin 2023 jusqu'à fin septembre 2023.

Lors des visites de juin à fin septembre 2023, aucun individu n'a été contacté lors des investigations (ce qui est normal pour les adultes qui ne sont quasiment plus visibles à partir de juillet), aucune ponte n'a été trouvée et plus largement aucune trace de présence de l'espèce.

5. Fournir une cartographie détaillée superposant les enjeux écologiques identifiés et le projet, permettant ainsi une appréhension claire et suffisante de la prise en compte de ces enjeux et d'apprécier pleinement la démarche ERC;

Il est mis à disposition un plan reprenant les enjeux écologiques sur l'état existant et un autre avec le plan projet mettant en avant les évitements réalisés par le projet des enjeux écologiques.

Voir annexe n°1 et 2.

6. Expliciter le choix du rayon de 5 m autour des « arbres d'intérêt écologique et paysager » ? Ce périmètre de protection est-il suffisant ? Quid de l'imperméabilisation ? Et des éventuelles constructions dans le périmètre du houppier ?

La mise en compatibilité prévoit l'instauration d'un rayon de 5m pour assurer la protection du système racinaire des arbres d'intérêt écologique et paysager, et ménageant une distance minimale pour les affouillements du sol pouvant affecter leur pérennité. L'objectif est ainsi d'éviter des travaux sur les sols en place dans un périmètre immédiat des arbres et ainsi éloigné les aménagements de type cheminement ou passage de réseaux qui abîmeraient le système racinaire des arbres.

Cette technique reste cependant minimaliste et approximative et la définition de la bonne largeur de rayon dépend principalement d'une part, du terrain où poussent les racines et, d'autre part, de l'essence de l'arbre. Toutefois, la règle apparaît suffisante protéger les racines principales, nécessaires au bon développement des arbres.

Pour mémoire, aucune construction n'a vocation à être implantée à proximité de ces arbres. En effet, l'OAP qui fixe les zones d'implantation préférentielle, ne prévoit pas d'éléments de programme à proximité de ces derniers (à l'exception d'un seul). Cet arbre est localisé dans l'espace prévu pour accueillir des éléments de programme à dominante d'hébergement touristique. Toutefois, il n'est pas

prévu de réaliser un quelconque aménagement à proximité de cet arbre, pouvant affecter ses racines et son houppier.

7. Expliciter le calcul détaillé de la quantité d'eau potable nécessaire à l'ensemble du projet (consommations domestiques, projet agricole, piscines, jeux d'eau pour les enfants, espace de relaxation, etc.) afin de s'assurer de la capacité de mise en œuvre de celui-ci ? Les usages en AEP seront-ils satisfaits avec le volume de la bâche prévue sur le site ?

Le calcul de volume de la bâche a été donné à titre indicatif, à la suite d'entretiens avec le chef de secteur AGUR, délégataire eau et assainissement collectif pour le syndicat. Il avait été alors proposé d'installer une citerne souple d'eau potable de 25m³/25000L sur l'ancien réseau AEP. Les dimensions exactes de la citerne seront calculées par un bureau d'étude spécialisé dans le cadre des études opérationnelles de mise en œuvre du permis de construire.

Pour rappel, le diagnostic n'a pas montré de problématique de ressource en eau mais une insuffisance du réseau au regard de son débit.

Concernant les besoins en eau, ils seront liés aux besoins domestiques, à l'espace bien-être et à la consommation de la ferme (qui sera supplée par la mise en place de récupérateur d'eau de pluie). Il n'y aura pas de jeux d'eau pour les enfants. De manière générale, des mesures d'économies de l'eau seront prises dans le cadre de la charte du hameau réduisant la pression sur le réseau.

Pour la piscine naturelle, elle ne nécessite pas les mêmes besoins en eau qu'une piscine traditionnelle, elle devra être remplie qu'une seule fois avant l'ouverture du site et ne nécessite pas de vidange.

8. L'article ULt 11, et notamment le paragraphe visant « Les nouvelles constructions et installations », pourrait être trop permissif au regard de l'interprétation de «... doivent présenter un aspect extérieur compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, en harmonie avec leur environnement architectural et paysager » et ne serait peut-être pas à même de garantir le caractère patrimonial de ce site (architecture propre au Pays de Gabaye). Pourriez-vous réinterroger la rédaction de cet article pour vous assurer qu'elle produira les effets escomptés ?

Il est proposé de rédiger le paragraphe sur les nouvelles constructions et installations de l'article ULt 11 comme tel :

« Les nouvelles constructions et installations doivent présenter un aspect extérieur compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, en harmonie avec leur environnement architectural et paysager. Les constructions de conception architecturale traditionnelle devront avoir les caractéristiques des constructions locales traditionnelles : proportion façade/toiture, alignement des ouvertures, soulèvement des étages, toitures en pente et couverte de tuile canal, etc.

Couleurs/polychromie des nouvelles constructions et installations : Les enduits et couleurs ne devront pas constituer de dissonance architecturale avec le cadre environnant.

Couverture des nouvelles constructions et installations : La couverture des constructions devra être réalisée en tuiles de type régional. Les couvertures en tuiles creuse sur support fibrociment sont tolérées.

La couleur des tuiles sera rouge ou rose. Toutefois, des tuiles de couleur ocre et brun pourront se mélanger avec les premières citées.

Les tuiles vernissées ou de couleurs vives sont interdites.

Toiture des nouvelles constructions et installations :

La pente des toitures devra être comprise entre 25 et 40%. Toutefois, en cas de réalisation de pignon, une pente supérieure pourra être admise.

Caractéristiques architecturales des nouvelles constructions et installations :

La réalisation de pastiches architecturaux sont interdits.

Pour les constructions en bois ou à parement bois, les lames seront de préférence posées verticalement.

Les constructions de conception architecturale contemporaine et/ou faisant appel à des techniques permettant de réduire l'impact écologique du bâtiment (toitures et murs végétalisés, toitures photovoltaïques, isolation par l'extérieur...) feront l'objet d'une grande rigueur de conception permettant la prise en considération du contexte et une capacité à s'inscrire dans l'ambiance existante du site avec discrétion ».

9. L'article ULt 13 indique, concernant les arbres d'intérêt écologique et paysager, « Leur abattage est interdit sauf pour raison sanitaire et à condition d'être compensé ». La compensation mériterait d'être précisée afin d'avoir une compensation qualitative.

Pour rappel, le règlement impose que l'aménagement des terrains doit préserver une part minimale d'espaces verts non imperméabilisés représentant 90% de la surface du terrain.

La règle de compensation sera précisée par la mention suivante :

« Leur abattage est interdit sauf pour raison sanitaire et à condition d'être compensé. La compensation devra être réalisée à proximité des arbres concernés. Chaque arbre devra être remplacé par une essence équivalente. »

9. En outre, cet article précise que les places de stationnement « seront paysagées avec 1 arbre pour 4 places ». Peut-être qu'un renforcement de ce maillage permettrait d'assurer une meilleure prise en compte des espaces de nature déjà présents par une conception intégrant les besoins, les usages et les pratiques de gestion dans un objectif de lutte contre les îlots de chaleur.

Le projet est situé dans un espace de nature comprenant des espaces forestiers conséquents. Les arbres déjà présents sur le site participent déjà à la régulation de la température. Le site et son contexte forestier ne sont pas susceptibles de produire des îlots de chaleur, mais plutôt des zones d'inconfort liées en partie au choix de matériaux présentant un albedo très faible.

Le choix a été fait d'imposer 1 arbre pour 4 places au niveau du parking au regard de la densité déjà importante d'arbres sur le site afin de ne pas surdimensionner l'aire de stationnement nécessaire à l'accueil sécurisé du public. Le parking sera réalisé à partir d'un mélange terre / pierre, il présentera donc des qualités d'usage (confort thermique) et paysagère.

9. La réalisation de stationnements équipés de solutions alternatives de gestion des eaux pluviales serait une solution adaptée au contexte et au climat local pour favoriser des ambiances propices (environnementales et sociétales) dans un contexte de multiplication des vagues de chaleur ;

La solution d'infiltration des eaux de ruissellement n'a pas pu être retenue malgré une perméabilité correcte des sols. En effet une nappe souterraine pouvant être à une profondeur très faible a été constatée à cet endroit, or il est admis que pour que l'infiltration soit efficace, une certaine hauteur de terre ne soit pas saturée en eau au droit des ouvrages.

Pour cette raison, il a été fait le choix d'un rejet des eaux au fossé, dans le respect du cycle actuel.

Les eaux seront donc recueillies dans des canalisations ou des noues de faible profondeur, et dirigées vers des structures de stockage souterraines type SAUL et

vers une noue. Elles seront ensuite évacuées à débit limité, vers les fossés qui longent la voie communale.

Afin de favoriser les pertes au fil de l'eau, par évapotranspiration ou par infiltration lorsque le niveau de la nappe baisse, il est prévu :

- de ne pas imperméabiliser les noues de transport de faible profondeur
- de limiter l'imperméabilisation des zones de stationnement, en utilisant un mélange terre-pierres

Les ouvrages de stockage avant le rejet au fossé devront, en revanche, être imperméabilisés, afin d'éviter de drainer la nappe.

9. Veiller à ce que les haies paysagères, ainsi que les plantations de tout ordre, soient composés d'essences locales adaptées au milieu et au paysage, permettant des bénéfices partagés diversité biologique/milieu humain, et d'assurer un rôle esthétique ;

Le règlement écrit de la zone pourra être complété avec la mention suivante :

« Toute plantation doit être composée d'essences locales adaptées au milieu et au paysage »

Le porteur de projet s'engage aussi dans le cadre de la réalisation et l'exploitation du site à ne planter que des essences locales.

III. Annexes

Annexe n°1 : Plans des enjeux écologiques sur l'état existant

Source : Cabinet 4A- Magéo – Garbaye

Annexe n°2 : Plans des enjeux écologiques superposé au plan de masse du projet mettant en valeur les mesures ERC mises en places

Source : Cabinet 4A- Garbaye